

Crise financière/Faillite

Postbank : qui est responsable ?

LA POSTE
DIRECTION GÉNÉRALE

N° _____ LP/CAB/16

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(Session extraordinaire du 14 novembre 2016)

Proposition d'une action Judiciaire en recherche de responsabilité

A l'issue d'une année de travaux consacrés à la fois au diagnostic et aux propositions de mesures de redressement, la nouvelle Direction Générale, établie courant octobre 2015, a eu l'opportunité de prendre la mesure de la situation financière du Groupe, qui se caractérise par des déficits financiers importants, affectant toutes les filiales créées entre 2012 et 2013. Ces déficits financiers se chiffrent aujourd'hui à plus de 100 milliards de francs CFA.

En effet, il ressort des rapports dressés par les services que cette situation est le résultat des faiblesses en matière d'organisation, de gouvernance, de gestion des ressources humaines, du système d'informations, de politique d'appréciation et de gestion des risques, de contrôle interne etc.

Cet environnement a favorisé la mise en oeuvre de décisions de gestion contraires aux règles et usages de l'entreprise et, finalement, contraires à la loi ; toutes choses susceptibles d'entraîner la responsabilité civile ou pénale des différents dirigeants du Groupe qui y ont directement participé.

Aussi, en vue de donner une suite à l'instruction expressé de l'actionnaire contenues dans la correspondance n°0084 du 31 octobre 2016 et d'identifier les éléments susceptibles de revêtir les caractéristiques d'une faute civile ou d'une infraction pénale rattachée à l'administration ou à la gestion d'une société commerciale, il est proposé d'analyser un échantillon de faits qui s'étaient alors produits au sein des filiales du Groupe durant les exercices en cause.

A titre de rappel, le Groupe La Poste comprenait la maison-mère, La Poste SA, et cinq (5) filiales que sont :

- Poste Bank SA ;
- Post net S.A.R.L. ;
- Postemail SA ;
- PostEmmo S.A.R.L. ;
- Posttransfert SA.

Dans ce rapport , la Poste SA décide de lancer des poursuites judiciaires contre les prétendus pilleurs de fonds.

Crise financière/Suppression des bourse

Les étudiants vont payer le gros de la facture

M.M

Il y a quelques semaines, à l'occasion de la présentation de son rapport de politique générale, Franck Emmanuel Isoze Ngondet indiquait « le président Ali Bongo Ondimba a dédié ce septennat aux jeunes. Il a annoncé que ce septennat sera celui de la formation de la jeunesse gabonaise. Le gouvernement s'y engage. Dans ce sens, des efforts seront faits dans le domaine de l'éducation et de la formation particulière



Alfred Mabika contre-attaque et menace de sortir la vérité sur le chaos à la Poste.

plus tôt. A savoir, raconter ce que j'ai fait à la Poste, les difficultés que nous avons rencontrées, les défis qui attendaient cette entreprise », déclare-t-il.

Du coup, l'ancien président directeur général de la Poste SA, Alfred Mabika-Mouyama, s'est fendu d'une violente diatribe contre le régime dictateur en place. L'ancien PDG, réfutant catégoriquement les accusations portées contre lui, est d'avis qu'elles n'ont qu'un objectif, « tromper le peuple ». Mais ce dernier ne doit pas, à travers ces propos, ignorer que si tromperie il y a eu, c'est avec sa complicité et ce, au regard des pouvoirs que lui confèrait le droit Ohada en sa qualité de président directeur général.

C'est donc à un feuilleton de règlement de comptes que nous assisterons dans les jours à venir. L'affaire semble visiblement plus complexe que ne le prétendent les autorités et vouloir « engager des poursuites à l'encontre des responsables de la Poste SA, c'est délibérément vouloir masquer la vérité ». Car tout comme Alfred Mabika-Mouyama, d'autres baobabs bien connus connaîtraient l'origine des problèmes de la Poste SA et « pourchasser ceux qui ont géré » en ex-

cluant « ceux qui ont bloqué et saboté » serait le début de la guerre des étoiles entre les clans à la tête du pays et les Punu sont prêts à défendre leur fils devant ce qui semble être une affaire d'Etat ou, plutôt, une machination dans laquelle le peuple serait encore victime, car bien de compatriotes détiennent des comptes d'épargne et d'importantes sommes d'argent qui, dans certains cas, sont le fruit d'années de dur labeur. La faillite de la Postbank sonnera donc comme un attentat

dont le nombre de victimes ne laissera personne insensible et Mabika-Mouyama de dire « les pyromanes qui, hier, mettaient la Poste en difficulté sont aujourd'hui ceux qui jouent les pompiers. Ce sont aussi eux qui crient à la sanction ». J'assumais la direction de la Poste et j'ai été congédié avec pertes et fracas. Puisque nous sommes le seul pays au monde où des choix de gestion relèvent du crime, alors il faut poursuivre jusqu'au bout de la chaîne de responsabilité.

Merlin Mbina
La chute vertigineuse de cette société a suscité un émoi dans l'opinion publique. Et la récente saisine de la justice par son président directeur général, Michaël Adandé, sonne comme l'ouverture publique de la gestion calamiteuse dont a été victime la Postbank. De la mauvaise gestion aux malversations financières ayant conduit à sa banqueroute, la Poste SA vit certainement ses derniers jours. A cela s'ajoutent de nombreux conflits d'intérêts de certains hommes politiques coupables ou complices de la crise que traverse cette société. Le compte sera bon, car le calme et la tranquillité, qui animaient certains, commencent à s'effriter et les langues se délient petit à petit. En effet, l'ancien président directeur général, Alfred Mabika-Mouyama, est sorti de sa réserve et l'ambiance commence à devenir électrique. Ce dernier compte dévoiler au grand jour les réelles causes et les auteurs de la faillite de la Poste. L'homme a entendu tant d'insinuations, mais est resté silencieux. « Au lieu de hurler avec les loups, j'ai choisi de prendre le temps de terminer ce que j'avais commencé des années